

Pas de boulot et la santé qui vacille : 10 à 15.000 morts par an

La double peine du chômage «On a imposé de rouler à 80 km/h pour éviter 400 morts par an c'est très bien, mais là on parle de 10.000 à 15.000 morts par an ! Et qu'est-ce qu'on fait ? », tempête Michel Debout, professeur de médecine légale et psychiatre, auteur du livre *Le Traumatisme du chômage* (*).

Vertigineux, le chiffre de 10.000 à 14.000 décès imputables au chômage est issu d'une étude réalisée par Pierre Meneton, chercheur à l'Inserm, publiée en 2015. « Cette étude montre que vous avez trois fois plus de risques de décéder si vous êtes chômeur », rappelle-t-il.

Comme le souligne l'association Solidarités nouvelles face au chômage (SNC) dans un rapport publié hier, le sujet de la santé des chômeurs est « sous-estimé collectivement » et continue de faire l'objet de très peu d'études scientifiques.

Madeleine Cord, qui coordonne le réseau de psychologues de l'association SNC, connaît bien les souffrances psychologiques des chômeurs.

« Au moment du chômage, les fragilités remontent à la surface, souligne-t-elle, avec isolement et sentiment de dévalorisation. L'une des incidences les plus importantes, ce sont les addictions. »

Elle plaide pour que la souffrance psychique liée au chômage soit introduite dans la formation des professionnels de santé et des personnels de Pôle emploi.

Pour approfondir la question, Pierre Meneton conduit un nouveau programme de recherche, basé sur les données de la « cohorte Constances », vaste enquête de santé publique française lancée en 2013 et qui suit 200.000 volontaires. Il veut essayer de savoir si « les effets sur la santé des chômeurs diffèrent entre les hommes et les femmes, selon l'âge, la

catégorie socio-professionnelle, les conditions de travail précédentes », explique-t-il.

Il y a trois ans, quand son étude est sortie, lui et Michel Debout ont vu débarquer une mission de l'Inspection générale des Affaires sociales (Igas) pour plancher sur le sujet. Trois ans plus tard, ils n'ont toujours pas vu la couleur du rapport de l'Igas, regrette le chercheur à l'Inserm.

« Politiquement, c'est sensible, décrypte-t-il. En dehors du drame humain que cela représente, c'est un problème de santé publique en plus ! » Et ce, sur fond de chômage qui ne baisse pas et d'assouplissement du Code du travail. Au deuxième trimestre 2018, le nombre d'inscrits à Pôle emploi, avec ou sans activité, s'est établi à un record de 5,94 millions.

(*) Les Éditions de l'Atelier, 96 pages, 12 euros. ■

